

# **Bilan(s) et prospective(s)**

**2022/ 2023**



**par Robin de Ricqlès**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Préliminaire et contextualisation</b>	<b>3</b>
<b>I - 2022, une année de transformations</b>	<b>5</b>
La guerre froide est morte, vive la guerre froide ?	5
Lutte pour un modèle de gouvernance mondiale.	7
Un conflit mondialisé au sein d'une économie mondialisée.	8
Les constats du conflit russo-ukrainien.	9
<b>II - Prospectives 2023</b>	<b>13</b>
La guerre de l'esprit : les opérations d'influence à l'ère numérique.	13
La République Populaire de Chine face à la République de Chine.	15
Projections économiques de 2023.	17
Évolution(s) du conflit russo-ukrainien.	21
Grille de lecture du Rimland : une poudrière ?	24
Un risque d'escalade nucléaire ?	25
<b>Annexes</b>	<b>27</b>
Le modèle autocrate face au modèle démocrate : forces et faiblesses.	27
La pensée soviétique et russe : grilles de lecture de George F. Kennan.	28
La difficulté occidentale à fournir des blindés lourds à Kiev.	30
1962 et 1983 : deux hommes qui ont sauvé le monde.	32
<b>Bibliographie et ressources</b>	<b>35</b>

## Préliminaire et contextualisation

L'année 2022 qui vient de s'écouler a été le théâtre d'évènements aux conséquences majeures : la Fédération de Russie a bel et bien envahi un État souverain tiers ; les indicateurs économiques font craindre une récession mondiale dès 2023 ; le rééquilibrage des puissances est de plus en plus marqué ; l'OTAN est à nouveau sur le point de s'élargir ; la logistique énergétique mondiale en ébullition ; le départ des USA d'Afghanistan ; le double jeu de la Turquie ; la rebascule diplomatique des États pétroliers du Golfe ; etc.

Meilleurs vœux pour le Nouvel An de grâce 2023.

Bien entendu, nombre de ces évènements n'ont pas été instantanés, mais étaient en gestation sur un moyen et un long terme. Toutefois, ce qui rend notable l'année 2022, c'est qu'elle n'a pas été une énième année porteuse de signaux faibles/forts annonciateurs de changements majeurs, mais également leur théâtre.

Nombre d'analystes, en incluant l'auteur de ces lignes, s'étaient trompés et avaient sous-estimé la survenue de plusieurs de ces évènements, comme l'invasion de l'Ukraine par les forces armées conventionnelles russes. Les raisons de cette erreur étaient que l'occurrence de cet évènement était trop précoce et coûteuse, donc improbable.

C'est de ce constat qu'est venue l'idée de produire un bilan de cette année écoulée pour tenter d'en produire des enseignements afin de réfléchir à des perspectives futures. À travers de nombreuses déclarations et articles de presse, l'expression d'un « retour de la guerre » a pu être lue à maintes reprises pour caractériser l'évènement marquant de cette année qu'a été l'invasion russe. Cette appellation est toutefois un non-sens qui relève d'une erreur de jugement, voire d'une insulte aux yeux de certains.

Il n'y a aucun doute que la guerre n'a que rarement le même visage et que ses principaux instigateurs tentent d'y appliquer des dénominatifs tiers. Toutefois, il suffira d'interroger un citoyen serbe ou géorgien au sujet d'une éventuelle « absence de guerres » sur le sol européen pour entendre la confirmation que les armes ne s'y sont pas tues depuis 1945 ou 1991.

La guerre n'a jamais disparu, peu importe l'année de référentiel, y compris sur le sol européen - contredisant donc cette sémantique de « retour ».

À l'échelle planétaire, c'est l'Afghanistan, l'Irak, le Yémen, la Tchétchénie ou encore la Libye qui sont autant de nations qui n'ont pas échappé à des conflits armés depuis 1991. De plus, ce récapitulatif ne tient pas compte de ce qu'on peut qualifier de "guerres civiles" (Éthiopie, années noires algériennes, Rwanda) ou de "guerres hybrides" (Syrie et ISIS).

"Petite" ou "grande", la guerre est l'enfer pour celles et ceux qui la vivent. La citation de Carl Von Clausewitz « la guerre n'est qu'un prolongement de la politique par d'autres moyens » n'est malheureusement toujours pas démentie.

Toutefois, une différence clé est en effet à concéder entre ces conflits et l'invasion de l'Ukraine : 2022 est bien une année où s'est produit un réel tournant militaire, par l'ouverture d'une guerre à grande échelle où deux armées conventionnelles se font face. Contrairement aux exemples cités ci-dessus, les répercussions de cette guerre sont mondiales et non régionales.

La production suivante n'a bien entendu aucune prétention d'être exhaustive de chaque évènement de l'année 2022 ni de l'ensemble des perspectives possibles de 2023. Son ambition est de mettre en lumière des points clés afin de produire un bilan efficace sans être ni trop lourd ni indigeste.

Des évènements qui n'ont pas été abordés en profondeur, on peut penser au conflit civil libyen, à la dégradation des relations entre l'Algérie et le Maroc, à l'évolution géostratégique des pays du Golfe avec le « Yuan dollar », à la guerre civile d'Éthiopie et son demi-million de victimes ou encore au potentiel explosif des crises sociales d'Amérique latine pour ne citer que ceux-ci.

Chacun de ceux-ci mériterait une analyse plus détaillée, qui pourrait être conduite en un temps ultérieur.

Robin de Ricqlès

## I - 2022, une année de transformations

### ***La guerre froide est morte, vive la guerre froide ?***

#### La gouvernance mondiale post-1991

Victorieux face au modèle autocratique soviétique, le modèle occidental n'avait plus aucun rival systémique potentiel et donc pu confirmer son statut d'unique matrice de gouvernance mondialisée. Il était espéré que le modèle des « Républiques démocratiques » s'instaurerait progressivement au sein des différents pays du globe, créant une communauté internationale bâtie sur un même système et de mêmes valeurs.

Il était aussi espéré que la mondialisation allait, par l'intermédiaire du commerce, induire à une pacification des échanges humains, dépassant la guerre comme moyen de résolution de différends<sup>1</sup>. Cela aurait été l'inauguration d'une ère d'hégémonie des entreprises transnationales sous l'égide d'institutions comme l'ONU et l'OMS, où les États joueraient un rôle plus réduit.

Ce souhait de société(s) semblait avoir pris partiellement racine à la fin des années 1990 / début 2000 avant d'avoir été infirmé : en cette nouvelle année 2023, le constat est qu'il s'agit bien des États qui achèvent de confirmer leur rôle d'acteur de premier plan au sein d'un monde (re)devenu multipolaire.

Que ce soit par leur interventionnisme au sein d'écosystèmes économiques, des recherches scientifiques ou encore des conflits armés, ceux-ci demeurent les décisionnaires ultimes des façonnements du globe, donc de nos sociétés humaines.

#### La Fédération de Russie

À la 43e conférence de Munich de la sécurité de 2007, le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine fit un discours qui surprit beaucoup d'observateurs. L'État russe annonce un revirement stratégique de son pays, en rupture avec les années de la présidence Eltsine<sup>2</sup>. La seconde puissance nucléaire de la planète amorça un positionnement antagoniste, où l'Occident et ses institutions ne seraient alors plus perçus comme des partenaires, mais comme des opposants.

Les années qui ont suivi ont vu l'irruption des guerres de Tchétchénie, de Géorgie, la participation des forces russes sur le théâtre syrien ou encore ses opérations d'influence en Afrique via ses « militaires privés » Wagner<sup>3</sup>.

Depuis 2007, l'État russe assumait s'inscrire à nouveau au sein d'une stratégie de quête de puissance, où elle remporta de nombreux succès dans l'ambition de retrouver une d'envergure mondiale et non régionale.

Pour tenter de mieux comprendre quelles sont les logiques qui ont pu pousser à ce revirement, il est recommandé de lire à la fin de ce document en partie annexe les grilles de lectures de George F. Kennan.

---

<sup>1</sup> *Le libre échange est le seul moyen efficace de pacifier les peuples*, Henri Lambert. 1921 ([lien](#))

<sup>2</sup> *Russie : ce discours de Vladimir Poutine en 2007 qui résonne avec la crise actuelle en Ukraine*, FranceInfo. 2022 ([lien](#))

<sup>3</sup> *Le groupe Wagner, fer de lance des opérations russes d'influence en Afrique subsaharienne*, Adrien le Gall, EGE. 2022 ([lien](#))

Véritable expert de la psyché du pouvoir russe, la lecture de *The Sources of Soviet Conduct*<sup>4</sup> fournit des hypothèses intéressantes au sujet des névroses qui hantent le Kremlin.

### La République Populaire de Chine (RPC)

La RPC (République Populaire de Chine), malgré son intégration au système capitaliste mondial et son entrée à l'OMC, n'a pour sa part nullement renoncé à son modèle autoritaire ni à l'objectif initial de ses fondateurs : l'instauration du communisme comme l'idéologie politique dominante mondiale.

De plus, le PCC (Parti communiste Chinois) a su user des gains de richesses acquis par sa population comme une légitimation de son pouvoir et de ses politiques, désigné comme les seules responsables.

Depuis l'accession de Xi Jinping à la présidence du pays en 2012, le PCC assumait alors une stratégie débutée de long terme sous l'ère Xiaoping<sup>5</sup> : (re)devenir la première puissance économique, scientifique, militaire et diplomatique mondiale en l'an 2049, année centenaire de la création de la RPC<sup>6</sup>.

Le parti semble convaincu que son heure arrive et juge ses opposants démocratiques comme inefficaces et dépassés, dont le système politique est en désamour aux yeux de leurs propres citoyens.



### ***La fin de l'ère « post-guerre froide » ?***

L'invasion de la République d'Ukraine par la Fédération de Russie en février 2022 est un événement qui marque, par l'ouverture d'un conflit armé aux répercussions mondialisées, la fin de l'ère « d'après-Guerre Froide ».

En octobre, l'administration Biden écrivait au sein de sa stratégie de sécurité nationale<sup>7</sup> que « la Russie représente une menace immédiate pour le système international libre et ouvert, bafouant imprudemment les lois fondamentales de l'ordre international actuel, comme l'a montré sa brutale guerre d'agression contre l'Ukraine. » La RPC est pour sa part « le seul concurrent ayant à la fois l'intention de remodeler l'ordre international et, de plus en plus, la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique pour faire avancer cet objectif. »

Il serait faux de dire que nous sommes à nouveau dans la même situation que celle qui avait conduit à un équilibre de la terreur pendant plus de 50 ans : des ex-républiques soviétiques ont intégré l'OTAN, l'économie mondiale est passée par le libre-échange rendant les « blocs » économiquement interdépendants et la Fédération de Russie n'est plus la figure de proue du « bloc de l'Est ».

Toutefois, des similitudes sont en effet à considérer comme une nouvelle démarcation géographique de type est-ouest qui oppose deux idéologies de gouvernance pour diriger 8 milliards d'âmes.

---

<sup>4</sup> *The Sources of Soviet Conduct*, Foreign Affairs. 1947 ([lien](#))

<sup>5</sup> *Les « Quatre Modernisations » de Deng Xiaoping*, Comprendre la Chine. 2021 ([lien](#))

<sup>6</sup> *70 ans de la Chine populaire: le « rêve chinois » de Mao à Xi Jinping*, RFI. 2019 ([lien](#))  
*National Security Strategy*, maison blanche. 2022 ([lien](#))

### Lutte pour un modèle de gouvernance mondiale.

Bien qu'il y ait eu des États comme la République Populaire de Corée (Corée du Nord) ou la République Islamique d'Iran en opposition à l'ordre mondial instauré, ceux-ci étaient isolés. Malgré des préoccupations sur de réelles capacités de nuisance comme leurs programmes nucléaires, ils n'ont pu bénéficier d'une envergure suffisante pour constituer une menace à ce système.

De plus, ceux-ci ont été contenus avec succès grâce à des résolutions internationales qui ont introduit des sanctions, des embargos ou encore des blocus qui ont accru cet isolement.

L'isolement est ici un facteur clé : par une démarche individuelle, un État ne dispose que d'une capacité de projection, proportionnelle à ses forces internes. Inversement, quand un État est au sein d'un groupe uni par un intérêt commun, sa puissance est décuplée grâce à des effets de synergie. C'est précisément ce type d'entente que la RPC et la Fédération de Russie ont progressivement réussi à fédérer autour d'eux.

Depuis 1991, ces deux États ont créé des institutions internationales alternatives comme l'Organisation de la Coopération de Shanghai<sup>8</sup>, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective<sup>9</sup>, le groupe des BRICS<sup>10</sup> ainsi que des sommets Afrique-Russie ou Afrique-Chine. Ces initiatives sont en concurrence directe aux organisations internationales préexistantes, pour ne pas dire des court-circuitages.

Également, au sein des Nations Unies, la RPC a réussi avec brio une montée en puissance<sup>11</sup> où elle est parvenue à faire élire plusieurs de ses ressortissants à la tête d'institutions stratégiques comme la FAO, grâce à l'usage de son influence<sup>12</sup>.

En l'espace de trois décennies, l'autoritarisme est à nouveau un modèle mondial puissant, disposant de forces économiques, armées et scientifiques devenues incontournables. Des États-parias que sont la République Islamique d'Iran ou même la République Démocratique de Corée sont parvenus, grâce au soutien des États russes et chinois, à réduire fortement leur isolement en échange de contreparties.

2022 est une année clé, car les votes des résolutions des Nations Unies sur les condamnations de la Fédération de Russie ont rendu visible cette démarcation de « blocs »<sup>13</sup>, qui séparent en deux moitiés approximatives la population mondiale. Les États autoritaires, avec en tête la RPC, constituent une entente informelle pour concurrencer l'ordre mondial occidental établi.

---

<sup>8</sup> Chine; Inde; Iran; Kazakhstan; Kirghizistan; Ouzbékistan; Pakistan; Russie; Tadjikistan

<sup>9</sup> Arménie; Biélorussie; Kazakhstan; Kirghizistan; Russie; Tadjikistan

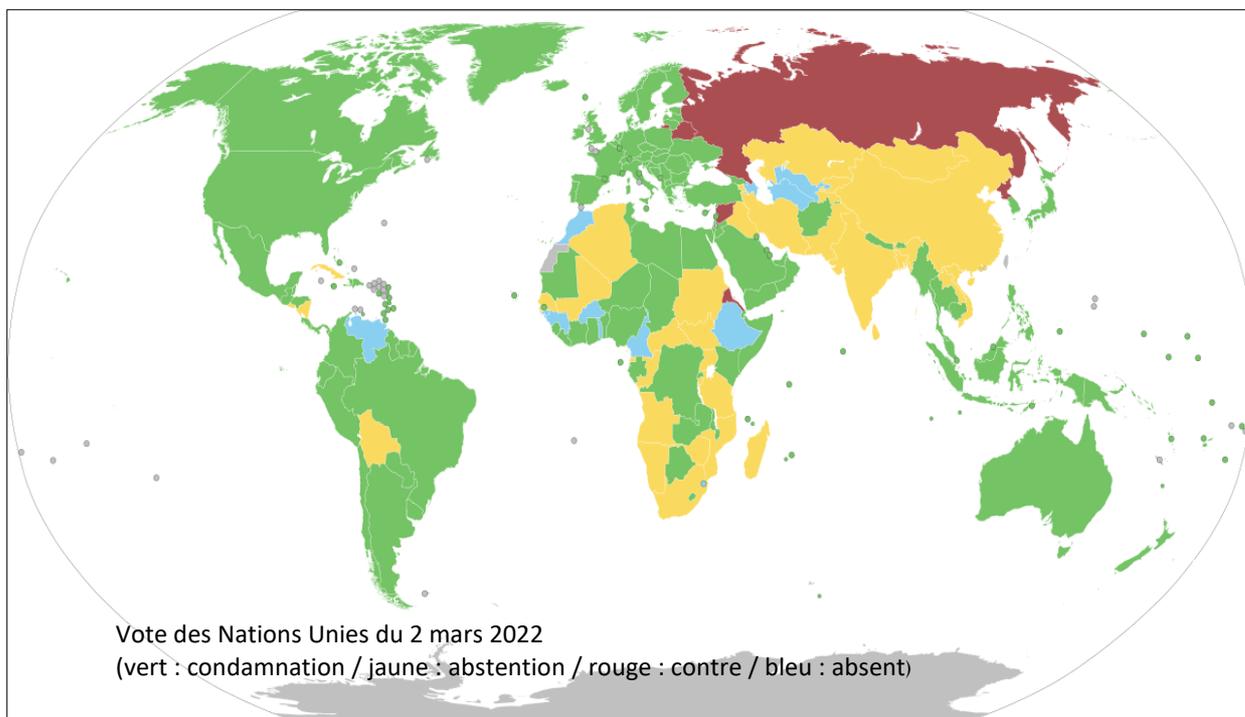
<sup>10</sup> Brésil; Russie; Inde; Chine; Afrique du Sud

<sup>11</sup> *Comment, pas à pas, la Chine étend son influence à l'ONU*, le Figaro, 2019 ([lien](#))

<sup>12</sup> *Alimentation: comment la Chine a raflé le pouvoir mondial*, l'Opinion, 2019 ([lien](#))

<sup>13</sup> *L'Assemblée générale adopte une résolution exigeant le retrait des forces russes de l'Ukraine*, ONU, 2022 ([lien](#))

Même s'il y a de nombreuses nuances à apposer à ces deux termes, cela peut être résumé de la manière suivante ; l'autocratie face à la démocratie comme modèle de gouvernance mondial.



### ***Un conflit mondialisé au sein d'une économie mondialisée***

#### La souveraineté industrielle face aux dépendances du libre-échange

Un conflit concerne autant une capacité de mobilisation de ressources que de la maîtrise d'un écosystème financier qui doit être résilient : toute grande puissance doit être en mesure de nourrir sa population et d'alimenter ses industries stratégiques, peu importe les modalités de son environnement extérieur.

À une époque de forte interdépendance après des années de libre-échange, une nation doit être en mesure de conserver une capacité d'autosuffisance minimale où, face à toute situation de crise, elle pourrait être isolée de tout approvisionnement depuis l'étranger. Cela concerne autant les ressources que les produits transformés.

C'est en contradiction avec les paradigmes du « marché libre » qui prône une optimisation permanente des coûts par une échelle logistique décentralisée.

Si pendant la guerre froide, les économies et industries de l'Est et de l'Ouest n'étaient pas totalement hermétiques l'une de l'autre, celles-ci n'entretenaient aucune dépendance critique mutuelle pour assurer la production de leurs biens<sup>14</sup>.

Avec la présente interdépendance mondiale, il est rare que le lieu d'extraction d'une ressource, de son raffinage, de sa manufacture, de sa vente puis enfin celui de sa consommation soit unique.

---

<sup>14</sup> Excepté à partir des années 80 où la course aux armements aura rendu le système économique soviétique exsangue - facteur majeur de son effondrement.

L'Occident, en se désindustrialisant, a perdu des capacités souveraines de production de biens critiques, phénomène visible au cours des ruptures d'approvisionnement pendant la pandémie du SARS-CoV-2. Qu'il s'agisse de semi-conducteurs critiques à la R&D, de principes actifs pharmaceutiques ou encore de masques, l'Occident est présentement incapable de subvenir seul à l'intégralité de ses besoins sans ces apports extérieurs.

Pour retrouver une capacité de production souveraine, il devra passer par une longue réorganisation intégrale de ses chaînes de production<sup>15</sup>.

La mise au ban de l'économie russe n'était pas critique. Sans sous-évaluer le rôle clé de celle-ci au sein de l'OPEP+, de ses matières premières et de son énergie, elle ne constituait ni une source irremplaçable de ressources ni un marché critique par son poids. Bien que les sanctions aient forcé l'ensemble des pays européens à réorganiser brutalement leurs politiques d'approvisionnements énergétiques, des substituts ont pu être trouvés l'année passée.

#### L'interdépendance entre la RPC et l'Occident.

Ce même paradigme d'un isolement supportable de l'économie russe ne peut être appliqué à l'économie chinoise : la RPC est un marché critique, une fournisseuse de ressources et de biens de consommation sans substituts en quantité suffisante.

Elle contrôlait en 2019 entre 80 et 95 % de la production mondiale de terres rares<sup>16</sup>; l'Allemagne a besoin de son marché comme débouché de ses industries ; l'industrie pharmaceutique y a délocalisé la majorité de la production de ses principes actifs, etc.

Bien que la RPC soit une « rivale systémique » pour reprendre le qualificatif de Josep Borrell<sup>17</sup>, celle-ci demeure la première partenaire économique de l'Occident. Et ce, malgré une prise de conscience survenue au cours des dernières années des stratégies de prédatations économiques conduites par le PCC.

Toutefois, cette dépendance est double : la RPC a elle aussi besoin des marchés des pays développés, car c'est grâce à ceux-ci qu'elle a pu maintenir une forte croissance et l'enrichissement de sa population. Sans l'Occident et ses consommateurs, un excédent de productions invendable apportera un arrêt brutal de croissance, mettant le PCC en situation délicate : le parti tire sa légitimité d'un accord tacite avec sa population où, en échange de libertés restreintes, la richesse matérielle augmente et la famine ne fera pas son retour.

Une récession économique, une baisse du niveau de vie ou un retour de carences alimentaires provoquera des soulèvements sociaux conséquents.

Face à ce paradigme, l'État chinois n'a donc que peu d'intérêts à ce que ses relations avec l'Occident soient brutalement rompues, sans qu'il n'ait pu exploiter de débouchés alternatifs pour ses industries. Conscient de ce constat, c'est ce qui a poussé le PCC depuis plus d'une décennie à lancer son projet des nouvelles routes de la soie afin de se couper d'une dépendance aux marchés de l'Occident et de s'assurer d'un approvisionnement diversifié en ressources pour ses industries.

#### ***Les constats du conflit russo-ukrainien***

La résultante de plus de dix mois de conflit est un échec sans appel des forces armées russes vis-à-vis de la complétion de leurs objectifs initiaux. Malgré des gains territoriaux dans l'est

---

<sup>15</sup> La restructuration doit être intégrale : extraction des ressources brutes, transformation, manufacture, livraison.

<sup>16</sup> *La Chine et les terres rares. Son rôle critique dans la nouvelle économie*, IFRI. 2019 ([lien](#))

<sup>17</sup> *Face à la Chine, le chef de la diplomatie européenne appelle à une « discipline collective »*, Ouest-France. 2022 ([lien](#))

de l'Ukraine, Kiev n'est pas tombé : aucun pouvoir de substitution n'a pu y être installé, ce qui aurait induit une situation actuelle radicalement différente de ce que nous connaissons. Victorieuse, la Fédération de Russie disposerait encore du plein potentiel militaire de ses forces armées et aurait démontré sa capacité à faire imposer sa volonté. Cela aurait été le couronnement d'un retour fracassant non comme puissance régionale, mais bel et bien comme puissance mondiale.

Malgré une économie plus faible et une situation démographique stagnante, elle aurait confirmé ses capacités à user de toutes forces comme des leviers dont elle a su tirer profit à maintes reprises<sup>18</sup>.

Cette situation ne s'est pas produite.

Les forces armées russes ont payé un lourd tribut, dont le coût se répercutera sur des années. Même en cas de victoire, de précieuses ressources humaines et matérielles ont été perdues pour n'obtenir que quelques gains non proportionnels à ces pertes.

L'armée russe paie un prix cher où la perte de troupes d'élite sacrifiées au cours des premiers mois de l'invasion est autant de troupes aguerries qui manquent sur le front, mais aussi pour une formation efficace de ses nouvelles recrues mobilisées.

Mais, il serait faire erreur de penser que ces revers, aussi sérieux soient-ils, n'aient ruiné le potentiel des armées russes. Elles ont certes subi des revers, mais disposent d'un vivier et d'une industrie qui permet une résilience et une adaptabilité où elles n'ont pas perdu de leur dangerosité.

### Les doctrines militaires russes

Malgré les engagements précédents conduits en Géorgie, en Tchétchénie et en Syrie, les forces russes n'ont pas totalement délaissé les doctrines des armées soviétiques. Basée sur un principe de « masse » de troupes, qui était autrefois en phase avec les millions d'hommes à disposition du pacte de Varsovie, cette doctrine n'est plus cohérente avec la démographie seule de la Fédération de Russie.

Ce qui a pu être vu dans les premières semaines de l'invasion sont des assauts massifs mal coordonnés, conduits avec un nombre insuffisant de troupes. La résultante a été de lourds sacrifices inutiles.

Les industries militaires russes sont aussi les héritières des doctrines industrielles de l'Union soviétique, dont les origines remontent à 1944. Les généraux de l'armée rouge ont été impressionnés par la puissance industrielle « à la chaîne » des USA, qui a été l'une des clés de la victoire alliée.

La Seconde Guerre mondiale a été un rappel qu'une production quantitative massive est supérieure face à une production qualitative quand l'écart est trop important : un char lourd Tigre-I pouvait tenir face à un, deux, voire trois chars moyens Shermans en simultané, mais perdait face à plus de quatre. Et quand les usines nazies produisaient un Tigre-I, les usines américaines produisaient en moyenne plus de 11 Shermans.

Ils étaient donc inquiets après 1945, face à une Amérique au potentiel de mobiliser en un temps record une industrie à la chaîne. Les Soviétiques ont alors adopté ce même paradigme de production : un matériel qui doit être « bon » ou « très bon », mais qui doit aussi être capable d'être produit massivement à des coûts minimes.

Après la guerre froide, l'Occident compense la baisse du format de ses armées par une technologie supérieure comme un démultiplicateur de puissance. Les forces russes ont pour

---

<sup>18</sup> Guerre syrienne, guerre informationnelle centre-africaine, positionnement diplomatique.

leur part conservé ce principe d'industrie de masse : un T-90M face à un Challenger-2 sera bien en léger désavantage, mais il coûte environ 3 millions USD face à 8,8 millions pour le blindé britannique. Si un Challenger-2 tient face à un ou deux T-90M, à partir de combien ce rapport s'inverse-t-il ?

### Le rôle clé de l'infanterie

Contrairement aux conflits post-Guerre Froide comme la guerre d'Irak, la technologie n'a pas joué ce rôle de démultiplicateur de puissance. Est-ce parce que l'écart technologique entre les forces russes et ukrainiennes est trop mince ?

Dans tous les cas, c'est l'infanterie qui confirma être la pièce maîtresse du dispositif militaire. Équipés des lance-missiles « Javelins » (antichars) et « Stingers » (anti-air), des conscrits des forces armées ukrainiennes ont souvent été supérieurs face à des blindés russes modernisés ainsi que la puissante aviation de Moscou.

Comme au cours de la guerre d'Afghanistan des années 1980, un unique tir de missile est capable de détruire un blindé lourd de type T-72B3 obr.2016 et T-80BVM, ainsi que des aéronefs d'appui au sol de type Su-25 voire Su-34.

De plus, l'excellente coordination des fantassins ukrainiens a parfaitement réussi à exploiter le chaos des assauts russes, utilisant au maximum la souplesse et l'adaptabilité inhérente à l'infanterie. Des blindés ou des soldats qui se sont retrouvés isolés au cours de ces assauts désorganisés ont été des proies faciles.

Les RETEX conduits par des observateurs militaires externes<sup>19</sup> ont fourni l'hypothèse que la coordination chaotique de l'armée russe s'expliquerait du fait qu'il n'y a eu que peu d'officiers intermédiaires sur le front : ceux-ci sont pourtant un rouage crucial pour une synchronisation efficace entre les troupes au sol et les planifications du haut commandement.

### Les dysfonctionnements des armées russes

Nombre d'observateurs ont exprimé leur stupeur du décalage entre la perception des armées russes et de la conduite en situation réelle de celles-ci. Au cours des premiers mois du conflit, de nombreux chars lourds ont été abandonnés sans justification satisfaisante, déployée à découvert - donc parfaitement vulnérables - sans aucun support ou encore la capture de précieux véhicules de renseignement militaire type « Krasukha-4 »<sup>20</sup> abandonnés en parfait état de marche après la retraite de Kiev. Il est évident que des impairs et des erreurs sont inévitables, mais de telles pertes sont proprement ahurissantes.

L'une des hypothèses d'une telle impréparation serait que le président Poutine n'aurait pas été informé ni de l'état réel des forces russes et ukrainiennes ni de la réaction sous-estimée qu'ont eue les nations occidentales. Il est en effet supposé que les rapports de ses proches conseillers aient été erronés, car rédigés pour confirmer les biais du Kremlin au sein d'un régime qui n'oserait plus contredire son dirigeant.

### La numérisation des conflits

La digitalisation est inhérente aux conflits modernes. Entre l'usage massif des drones devenu une norme et l'utilisation du terrain numérique<sup>21</sup> comme une zone d'influence cognitive, la donnée est vitale pour le traitement en temps réel des informations militaires.

---

<sup>19</sup> *Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*, Michel Goya, 2022 ([lien](#))

<sup>20</sup> *Russian military secrets could be laid bare after Ukraine captures electronic warfare systems*, The Telegraph, 2022 ([lien](#))

<sup>21</sup> réseaux sociaux, organes de presse, propagande, etc.

Les Ukrainiens, épaulés par les capacités ROEM (Renseignement d'Origine Electro-Magnétique) fournies par les Occidentaux, conjointement à l'usage massif des drones Bayraktar TB2, ont engrangé des victoires significatives et de prestige comme la destruction du Moskva.

À plusieurs reprises, des positions de troupes russes ont été identifiées et transmises en temps réel que les drones ont pu bombarder avec rapidité et succès.

Malgré des défenses antiaériennes russes modernes, les drones légers et économiques turcs Bayraktar TB2 ont été la terreur des troupes russes pendant les premiers mois de l'invasion, avant une restructuration des défenses antiaériennes russes.

### Le rôle essentiel des blindés

Les chars lourds, dont l'obsolescence avait été maintes fois prédite depuis la Seconde Guerre mondiale avec l'introduction du « bazooka », conservent un rôle central - à condition d'être employé correctement. Les RETEX de ces mois confirment ce qui avait pu être constaté avec le conflit du Haut-Karabakh où les blindés, malgré de lourdes pertes, sont des unités incontournables. Utilisés de manière coordonné avec l'artillerie et l'infanterie, ils sont d'une efficacité redoutable tant en défense pour contenir des forces adverses ou pour percer des lignes de défense adverses.

Un unique T-72 arménien (donc un blindé ancien) avait réussi à lui seul de contenir des assauts répétés des forces adverses et changer la donne<sup>22</sup>.

De plus, quand les défenses antiaériennes des deux belligérants neutralisent tout soutien aéroporté, ce sont les blindés qui représentent la principale puissance de feu mobile au sol.



Char lourd allemand Leopard-2



Char lourd français Leclerc

<sup>22</sup> *Quels sont les enseignements de la guerre dans le Haut-Karabakh ?*, Meta-Défense, 2020 ([lien](#))

## II - Prospectives 2023

### ***La guerre de l'esprit : les opérations d'influence à l'ère numérique.***

Ce qu'on nomme les « Opérations Psychologiques » ne sont pas nouvelles du XXI<sup>e</sup> siècle, où le terme de « propagande » est lui-même d'une étymologie remontant au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup>.

Toutefois, il ne sera d'une nouveauté à personne que l'irruption récente des réseaux sociaux et de la digitalisation à marche forcée des sociétés humaines est une révolution de paradigme : il est inédit que tout individu de la planète puisse interagir en lecture ET en écriture avec une sphère informationnelle dont l'envergure est mondiale. Ce paradigme rebat les cartes du champ d'action potentiel où se déroulent des opérations d'influence.

Au sein des conflictualités hybrides qui animeront le XXI<sup>e</sup> siècle, il est indéniable que l'information en sera une composante clé de la guerre de l'esprit.

Par ce nouvel intermédiaire de masse qu'est le numérique, les autocraties et leurs agents attaquent efficacement les régimes démocratiques sur leur première vulnérabilité : leurs contradictions. Il n'y a rien de plus efficace que de mettre en lumière les paradoxes non assumés d'un opposant afin de ruiner sa crédibilité et sa légitimité auprès de tiers. Frappé de plein fouet, l'Occident souffre des contradictions entre ses déclarations et ses actions.

### Quelques exemples

Comment pouvoir dénoncer les attaques répétées d'infrastructures énergétiques civiles ukrainiennes quand les États-Unis ont détruit ce même type d'installations pendant la seconde guerre d'Irak ?

Comment expliquer la position d'un Occident qui justifie sa mobilisation sans précédent par « c'est une guerre d'agression qui doit nous faire réagir » quand il est peu actif pour la guerre du Yémen ?

Comment justifier d'interpellation des pays comme l'Inde sur leur consommation de ressources pétrolières russes quand l'Europe a elle-même battu des records d'importations russes après février 2022 ?

Comment pouvoir appeler à la constitution d'un tribunal international pour juger les coupables des crimes de guerre d'Ukraine quand aucun responsable des atrocités de la guerre d'Irak ou de Guantanamo n'a eu de procès ?

Comment pouvoir se dresser comme un garant moral quand L'OTAN n'a eu aucun cadre légal international pour justifier ses actions en Serbie en 1999 ? Que les USA ont menti devant l'ONU pour justifier la seconde guerre d'Irak ? Que des régimes autocrates qui pratiquent une torture institutionnalisée comme l'Égypte sont soutenus par l'Occident ? Que dire des attaques de drones sur des populations civiles hors de tout cadre légal et sans responsabilité prises ?

Une longue liste peut être faite en énumérant chaque paradoxe tiré en épingle pour dénoncer un "deux poids, deux mesures" dont une multitude d'exemples peuvent se trouver à l'échelle des décennies passées. Cette énumération est volontairement provocatrice, pour ne pas dire faite avec démagogie afin de mettre en exergue les types de discours et exemples sur lesquels reposent ces attaques, pour démontrer leur efficacité auprès des populations d'États non occidentaux.

Ceux-ci sont parvenus à instaurer une narrative où les démocraties ne sont rien de plus que des tartuffes, pour pousser qui voudra bien l'entendre à se détourner de l'Occident.

---

<sup>23</sup> *On this day 400 years ago, the Vatican founded Propaganda Fide, Catholic News Agency. 2022* ([lien](#))

Tout en partageant ce discours, les autocraties prennent soin à se présenter sous un angle d'opposition. Elles n'assument pas, bien entendu, de reléguer les droits humains au second plan, mais se vantant d'un « pragmatisme » qui guide leurs politiques et leurs relations avec les autres. C'est grâce à cette rhétorique que la RPC et la Fédération de Russie parviennent à fédérer autour d'elles avec succès<sup>24</sup>.

Si des régimes hostiles n'ont pas eu à attendre une quelconque conviction, des États neutres ne sont pas insensibles face à un tel argumentaire : « l'Occident est en position de force grâce à des institutions internationales dont il est le premier créateur. Il prétend imposer des valeurs universelles dont il se présente comme protecteur, mais s'en affranchit librement quand il s'agit de défendre ses propres intérêts. »

Tant qu'il n'aura pas produit une explication et une légitimation de ses contradictions passées comme présente, l'Occident ne pourra être vainqueur sur le champ informationnel face à cet argumentaire. Pourtant, il pourrait justifier cette dichotomie ! Obtenir un équilibre entre ses intérêts ET ses valeurs est complexe, et y trouver systématiquement un compromis juste et équilibré est impossible - ce qui produit ces contradictions.

En cette décennie où l'information est plus facile d'accès que jamais, que les opérations de propagande et d'influence battent leur plein, devoir contrer ces discours et convaincre de sa sincérité ses populations, mais aussi celles qui ne sont pas les siennes, doit être une priorité absolue pour l'Occident.

En cas d'échec, c'est se retrouver à moyen et à long terme isolé face au reste du monde et de subir une défiance croissante de la part de ses propres populations.

---

<sup>24</sup> *Comment les Russes et les Chinois ont travaillé ensemble sur des scénarios de propagande*, Numérama. 2023 ([lien](#))

## ***La République Populaire de Chine face à la République de Chine***

### L'option militaire

À nouveau en 2022, la RPC utilisa la menace non dissimulée du recours de la force militaire pour d'annexer la République de Chine de Taiwan. Pékin a fait usage graduellement d'une rhétorique guerrière et belliciste et conduit des exercices militaires de préparation d'invasion. Le président Xi Jinping a fait de ce « retour dans le giron de l'île renégate » un point de prestige de sa présidence.

Après des années d'influence de soft-Power et le financement de partis favorables à sa réunification, le PCC semble avoir changé son fusil d'épaule et considère que sa meilleure option peut être de nature militaire.

Théoriquement, la RPC dispose des moyens militaires de réaliser cet objectif, alors peut-on s'attendre à une invasion prochaine ?

Oui, l'Armée Populaire de Libération (APL) peut se prévaloir de plusieurs millions d'hommes mobilisables, oui elle est une armée modernisée devenue l'une des plus puissantes au monde et oui, la RPC pourrait remporter une victoire par un assaut frontal ou par un blocus de l'île. Mais le prix humain et matériel serait immense.

### Projections résultantes

Les simulations répétées de type « wargames » par des think-thanks comme la RAND25, le CSIS26 et l'armée US tablent en majorité sur une victoire de l'APL, mais à un prix démesuré : n'ayant pas encore atteint sa pleine puissance capacitaire malgré cette phase ascendante, les armées chinoises subiraient une perte d'équipements et de troupes disproportionnées qui nécessiteraient des années de récupération. Ces pertes rendraient la RPC vulnérable par un affaiblissement de sa puissance de projection internationale. Il y aurait aussi le besoin inévitable de maintenir des forces à Taiwan pour y imposer l'ordre, sans parler d'encaisser une forte réaction internationale.

Cette « réaction internationale », justement, à quoi pourrait-elle ressembler ?

Il est certain que le PCC analyse de très près le conflit ukrainien et ses répercussions, notamment la perception qu'en ont les populations étrangères pour les comparer avec une invasion de Taiwan. L'échec des armées russes à envahir Kiev et que le conflit soit rapide, malgré des forces russes prédites comme supérieures, a peut-être reporté les plans d'invasion du PCC. Celui-ci attendra peut-être encore quelques années avant d'être certain de pouvoir disposer d'un ascendant militaire suffisant pour que ses pertes soient acceptables tout en disposant d'assez de leviers sur les pays étrangers pour se protéger de répercussions.

De plus, un embargo commercial face à l'Occident lui serait à ce jour difficilement tenable où le pays n'a pas encore assez de devises étrangères et de capitaux pour supporter à moyen terme une disruption de son économie sans les marchés de l'Ouest. C'est pour cela que la RPC tente activement de remédier à cette vulnérabilité par un achat massif d'or ainsi que ses stratégies des Nouvelles Routes de la Soie pour sécuriser des approvisionnements et des débouchés de ses industries. Enfin, on peut aussi évoquer la stratégie de la dette pour s'assurer une fidélité.

---

<sup>25</sup> *War with China, Thinking Through the Unthinkable*, RAND Corporation. 2016 ([lien](#))

<sup>26</sup> *The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*, CSIS, 2023 ([lien](#))

### L'erreur de non-anticipation de l'invasion d'Ukraine

Mais justement, n'est-ce pas cet exact constat qui avait été tiré avant février 2022 au sujet de l'invasion de l'Ukraine ? « L'armée est puissante, mais elle n'a pas encore un potentiel suffisant, la réaction internationale est dissuasive, c'est trop précoce, etc. ».

Avant l'invasion de février 2022, les services de renseignements français comme la DRM (Direction du Renseignement Militaire) avaient estimé comme improbable ou trop précoce l'invasion par les forces russes<sup>27</sup> : les informations et rapports obtenus indiquaient une inadéquation des armées russes et du coût d'une invasion, rendant alors son hypothèse comme irrationnelle - donc improbable. Il avait donc été déduit que la Fédération de Russie n'allait pas attaquer, mais se mobilisait pour montrer les muscles afin de menacer et d'intimider - mais sans passage à l'acte.

Après plus de 10 mois du conflit, les informations obtenues par la DRM se sont révélées assez justes, où les projections des coûts d'une invasion sont proches avec les données réelles. L'ironie est que c'est le degré d'excellence des renseignements qu'avait en main la DRM qui a tiré ce constat... mais que ceux-ci ne semblaient pas avoir été entre les mains du président Poutine.

Comme évoqué plus haut, il est à redouter que le même type de biais ne soit présent dans les hautes sphères pékinoises.

### Une probabilité d'invasion dès 2023 crédible

Comme la Fédération de Russie, on peut redouter que les conseillers du président Xi Jinping ne soient pas sélectionnés par leurs compétences, mais par leur loyauté au sein d'un parti où la fidélité est le maître-mot. Ceux-ci pourraient fournir dans leurs rapports une perception biaisée de l'APL et de Taiwan, poussant le président Jinping à intervenir sur la base d'informations sous ou surestimées.

Et celui-ci, pour conforter un mandat en 2027, ne tentera-t-il pas d'enregistrer cette victoire de prestige qu'est la réunification ?

Après tout, le rapport de force n'est-il pas favorable à la RPC face à Taiwan ?

L'Occident ne finit-il pas d'épuiser ses stocks en livrant les forces d'Ukraine après des disettes de réductions militaires post-Guerre Froide ?

L'inflation économique ne rend-elle pas les finances de ces États dans une situation complexe ?

Et quand bien même une rupture de relations économiques sera brutale et coûteuse, n'est-ce pas la RPC qui dispose sur son sol des industries, et non la situation inverse ?

Taiwan n'est-elle pas en retard de son potentiel défensif, car elle subit les délais des livraisons d'armes US à cause de la guerre d'Ukraine ?

La population des États-Unis d'Amérique accepterait-elle d'envoyer ses enfants à la guerre pour « sauver la démocratie » à Taiwan ?

Alors oui, pour ne pas reproduire la même erreur de jugement faite sur l'Ukraine, il ne faut pas sous-estimer l'année 2023 où la RPC peut aller au conflit face à Taiwan, tout comme 2023 peut être une énième année où elle continue à se préparer en vue de l'invasion.

Selon le commandement US des forces du Pacifique, la RPC passera à l'attaque avant 2027. Cette temporalité correspond à une fenêtre où l'US Navy est en baisse capacitaire de son matériel, où elle retrouvera une phase ascendante à partir de 2030. L'APL pour sa part, ne semble voir aucune interruption à sa phase d'ascension.

---

<sup>27</sup> Le directeur du renseignement militaire : « La DRM avait bien mesuré le coût d'une invasion russe », Var-Matin, 2022 ([lien](#))

## ***Projections économiques de 2023***

L'année 2022 a été marquée par un retour d'une inflation dont la moyenne est à deux chiffres en Europe, des indicateurs économiques proches de ceux pré-2008, une suprématie des politiques monétaires de la FED ainsi qu'une baisse record de marchés comme le S&P 500 et la NYSE.

Qu'attendre pour 2023 ?

### L'importance centrale des politiques monétaires.

La FED devrait conserver ce rôle d'initiative sur les marchés mondiaux par ses politiques monétaires.

Celle-ci devrait poursuivre l'augmentation de ses taux d'intérêt pour l'année 2023 jusqu'à atteindre environ 5 à 6 %, selon les déclarations de son président Jerome Powell, ainsi que des projections des analystes financiers. L'objectif de cette augmentation est de forcer à un ralentissement de l'économie afin de juguler l'inflation du dollar par la purge des marchés des excédents de liquidités des plans de relance post-Covid.

Du fait de la suprématie du dollar et de la force d'impact des marchés US sur les marchés mondiaux, il est à parier que la BCE et d'autres banques centrales continueront de s'aligner sur ces politiques, induisant à leur tour une augmentation de leurs taux sur l'ensemble de l'année. La disparition des excédents de liquidités devrait s'achever vers la mi-2023, où l'effet des taux devrait être le facteur majeur qui fera le prix des marchés.

Toutefois, il est à redouter que ces politiques soient trop brutales et induisent une récession. À trop vouloir purger ces excédents de liquidités, les marchés sont à la baisse et risquent une chute brutale. Comment donc pouvoir identifier quand sera le moment clé où il sera nécessaire d'arrêter cette augmentation des taux, voire de les baisser à nouveau pour relancer l'injection de liquidités ?

Il existe une inertie de plusieurs semaines entre l'impact de la hausse des taux sur la valorisation des marchés. Cela rend d'autant plus complexe l'identification de ce point de flexion.

Justement...que ce rendez-vous clé soit manqué par la FED est la crainte exacte de nombreux analystes : en 2022, celle-ci n'a réagi face à l'inflation qu'après quelques mois, malgré des alarmes émises par des professionnels. La BCE, elle aussi a mis quelques mois avant de réagir à son tour par une augmentation des taux<sup>28</sup>.

Et encore, quand bien même la FED modifierait sa politique dans une fenêtre idéale, cela exclut tout facteur tiers du marché dont 2022 a su être riche, où le changement de cap n'empêcherait nullement une récession de se produire.

L'économie n'est pas une science exacte et pour citer Nikita Khrouchtchev, « l'économie est un sujet qui n'a que peu de respect des vœux de chacun ».

### Vigilance sur l'USD

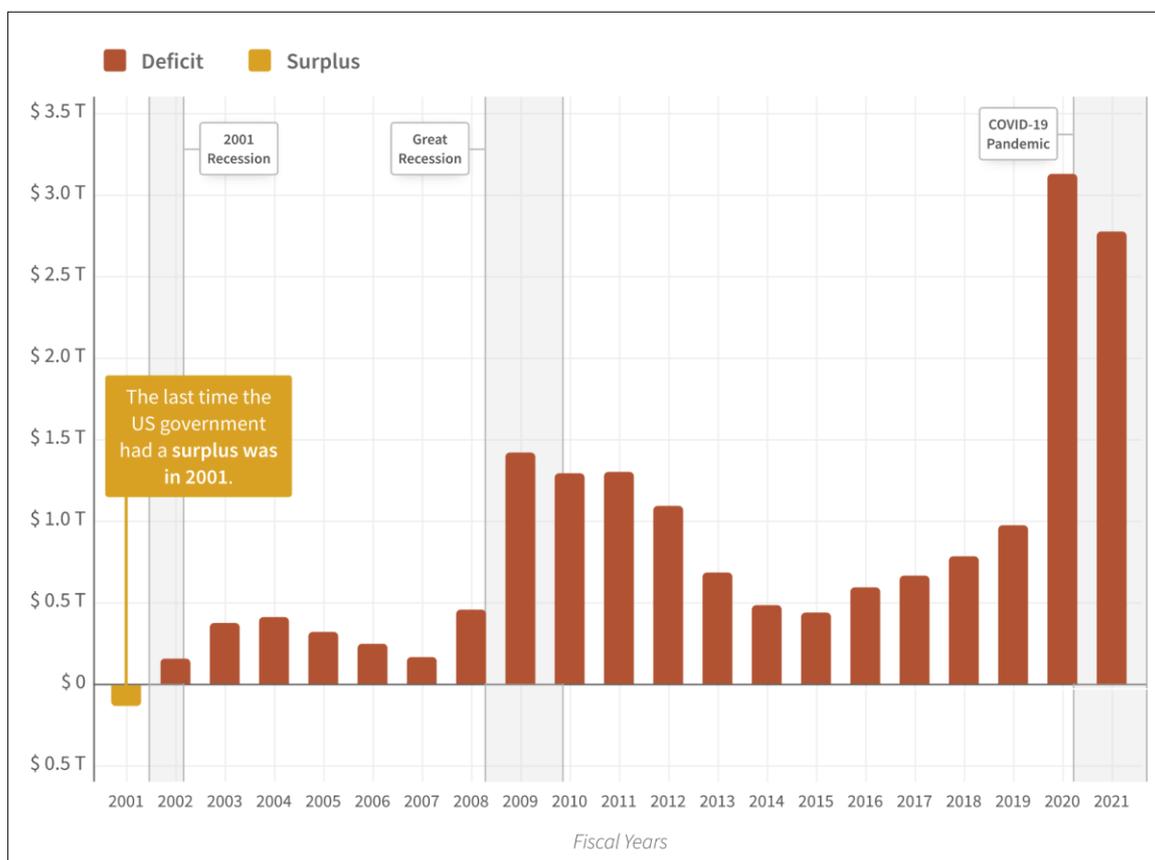
Un point de vigilance sera aussi à situer sur la trajectoire fiscale des USA : depuis la fin des accords de Bretton Woods en 1971, le dollar n'est plus corrélé à l'or qui était son étalon. Il est fréquent que les administrations présidentielles profitent du statut de devise-référence de l'USD où elles produisent de l'émission de devises afin de faire de l'autofinancement.

---

<sup>28</sup> La FED refroidit le États-Unis et réfrigère l'ensemble du monde, prévisions Macro-Éco 2022-2023 Edmond de Rothschild. 2022.

Toutefois, depuis 2020, l'émission de devises est devenue colossale et décorrélée de la production réelle de richesses, comme peut l'attester l'augmentation continue de la dette des USA (figure en page suivante<sup>29</sup>).

Selon le Congressional Budget Office, le paiement des intérêts de la dette fédérale devrait dépasser les dépenses de défense au cours de la prochaine décennie. Et en même temps, il est complexe d'identifier quels sont les acheteurs des bons du Trésor émis chaque année alors



que la Réserve fédérale est engagée dans un resserrement quantitatif.

La RPC dispose de plus de 900 milliards de dollars en bons du Trésor US<sup>30</sup>. Si celle-ci décide de se débarrasser de ces bons, les rendements obligatoires américains atteindront des échelles astronomiques, renforcement d'un scénario d'une chute de la valorisation du dollar, mais au prix pour la RPC de dilapider ce capital et de renoncer à un puissant levier sur les USA. Il est peu probable que 2023 soit l'année où l'USD verra cette chute, mais ce scénario gagne en crédibilité quand des administrations abusent de l'emploi de la « planche à billets ». En effet, la présente suprématie dont jouit la devise perd du terrain : trop utilisé comme arme économique, des États non occidentaux cherchent de plus en plus à délaissier l'USD comme

<sup>29</sup> *What is the national deficit?*, FiscalData. 2022 ([lien](#))

<sup>30</sup> *China Holdings of US Treasury Securities*, Ceicdata. 2022. ([lien](#))

devise pour leurs échanges<sup>31</sup>. La RPC pousse au maximum son avantage grâce à son économie pour proposer son Yuan comme une remplaçante<sup>32</sup>.

### L'impact sur les marchés de l'économie chinoise.

En dehors des potentialités de conflit avec les conséquences radicales précédemment citées, la gestion chinoise de la pandémie pose une incertitude sur les productions de « l'usine-monde » et d'une date de reprise. Selon la logique dite à « flux tendus » où un ralentissement d'un seul rouage fait gripper l'ensemble de la chaîne de production et de distribution, l'économie mondiale est dépendante de la santé économique et industrielle de son principal fournisseur.

Après l'annulation de la politique "zéro covid" pour une politique qu'on pourrait qualifier de "covid pour tous" par une levée brutale des restrictions, à combien de mois peut-on estimer une reprise d'activité ?

L'hypothèse probable est que le parti a décidé d'ouvrir en grand les vannes de la contamination afin d'obtenir une immunité collective par une exposition massive de sa population au virus. Devenue résiliente grâce à une immunisation naturelle pendant quelques mois qui vont être très difficiles, le parti pourra alors relancer le pays, cette fois sans confinements.

Économiquement, la RPC prend la direction inverse de la FED où la banque centrale abaisse ses taux pour favoriser la consommation de ses ménages et de ses entreprises, pour donner le coup d'envoi à une reprise qui ne saurait tarder. Également, la levée des restrictions que le parti avait instaurées sur son industrie high-tech sont progressivement levées, autre signe que le PCC consent à plus de souplesse pour donner les impulsions nécessaires à ses secteurs clés de croissance comme la technologie.

Conjointement à l'augmentation des tensions de la zone Pacifique, de nombreuses démocraties ont décidé de lancer des programmes de réindustrialisation pour retrouver une souveraineté industrielle. Les USA ont par exemple lourdement investi pour produire des semi-conducteurs made in USA de pointe<sup>33</sup> et la France, par ambition du Président de la République, a lancé son plan « France 2030 » pour renouer avec des logiques de souveraineté industrielle.

Ces programmes sont toutefois des projets de long terme, dont les résultats ne seront pas exploitables avant des années, en partant du principe que ceux-ci seront conduits sans interruptions.

Il sera donc pour 2023 impossible de composer sans la RPC, dont la taille du marché comme du dynamisme de ses entreprises sera fortement attractive aux investisseurs.

### L'incontournable question de l'énergie

L'énergie était un enjeu d'hier, est l'enjeu d'aujourd'hui et sera l'enjeu de demain.

L'Europe est parvenue à un prix élevé de se passer partiellement des énergies russes, dont l'Allemagne était dépendante pour ses productions à coût attractif, grâce à des accords avec Moscou. Les pays du Golfe, mécontents des politiques étrangères occidentales, se tournent de plus en plus vers Pékin et Moscou, afin de réduire leurs dépendances technologiques et

---

<sup>31</sup> *Saudi Arabia Says Open to Settling Trade in Other Currencies*, Bloomberg, 2023 ([lien](#))

<sup>32</sup> *La Chine réaffirme sa stratégie d'internationalisation du yuan par la dédollarisation de l'économie chinoise*, par Ivan Richoilley et William-Jin Robin du Portail de l'IE, 2022 ([lien](#))

<sup>33</sup> *Semi-conducteurs : TSMC prévoit de construire six usines aux États-Unis*, Siecle Digital, 2021 ([lien](#))

diplomatiques envers l'Occident. Eux aussi semblent confirmer se rééquilibrer vers les barycentres de puissance asiatique.

L'OPEP(+) a assumé publiquement s'opposer aux USA en refusant d'augmenter leurs productions afin de diminuer les recettes russes. L'excellente illustration est le fiasco de la visite du président Biden<sup>34</sup>, qui malgré un reniement de ses déclarations de campagne contre le prince MBS suite à l'affaire Khashoggi, n'a obtenu aucune concession : ni prix préférentiel pour reconstituer la Réserve de Pétrole Stratégique (SPR) ni accroissement de la production journalière de baril<sup>35</sup>. En plein rebattement de cartes géopolitiques et d'un monde qui cherche à diversifier ses approvisionnements pour réduire ses dépendances énergétiques, les prix de l'énergie en 2023 risquent de demeurer en dents de scie, ponctués par des variations aiguës.

---

<sup>34</sup> *Biden's Saudi Arabia Visit Was Worse Than an Embarrassment*, WSJ. 2022 ([lien](#))

<sup>35</sup> *Saudi Arabia Defied U.S. Warnings Ahead of OPEC+ Production Cut*, WSJ. 2022. ([lien](#))

## ***Évolution(s) du conflit russo-ukrainien***

Malgré les récentes victoires de Kiev et l'enthousiasme encore récent de la presse occidentale, la guerre semble malheureusement s'achever prochainement, car aucun ascendant ne peut être confirmé à ce jour.

### Du côté de Moscou

Ne pouvant faire marche arrière, le pouvoir russe n'aura d'autre choix que de poursuivre son invasion. Celui-ci a d'ailleurs démontré ne reculer devant que peu de sacrifices pour remporter une « victoire » - dont la définition aux yeux du Kremlin est incertaine. Toutefois, comme évoquée en première partie, la clé d'une victoire réside dans la capacité de production industrielle militaire, où Moscou est en train de prendre un avantage significatif. Après avoir fait face à des pénuries de composants occidentaux comme la haute technologie, les industries russes sont parvenues à réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement avec l'aide de la RPC et de l'Iran. Contrairement à ce qu'évoquaient des confessions hasardeuses d'experts et politiciens occidentaux, la Russie est un adversaire menaçant qui n'a pas perdu sa capacité de production de missiles et de chars.

Même si la majorité des produits manufacturés lors de cette réorganisation seraient de qualité moindre, où la production d'équipement de haute technologie comme le T-14 et le Su-57 ne se font à présent qu'au compte-gouttes, Moscou a réussi en plusieurs mois à relancer la production de blindés lourds à plein régime, à environ une cinquantaine par mois<sup>36</sup>.

Ce choix est d'autant plus rationnel, car ni le T-14 ou le Su-57 ne peuvent être utilisés sur le front, car leur perte serait inacceptable : ce serait un coup à leur prestige pour un éventuel futur export ainsi que la perte de technologies russes des plus avancées aux mains des occidentaux.

Enfin, l'économie russe a mieux résisté aux sanctions que les anticipations ne le présageaient, sans toutefois négliger leur effet : la Fédération de Russie paiera un prix conséquent sur le long terme de se reposer sur la RPC et l'Inde - devenant redevable à ces États qui tireront le profil maximal de cette dépendance.

Mais à court et moyen terme, force est de constater que Moscou est parvenu à se doter des moyens nécessaires pour conduire à des campagnes de mobilisation, produire les équipements nécessaires à son conflit et utiliser ses ressources quitte à obtenir une victoire de type Pyrrhus.

### Du côté de Kiev

Pour Kiev, la situation à moyen terme est préoccupante.

L'État ukrainien est pleinement conscient du potentiel de la menace que sont les forces russes et a réduit ses déclarations optimistes d'il y a quelques mois : il est conscient d'avoir besoin de l'industrie occidentale pour faire face à cette montée en puissance de l'industrie russe.

C'est d'ailleurs ceci qui explique les réclamations continues de matériel blindé lourd auprès de ses partenaires occidentaux : les stocks de matériaux soviétiques dont disposaient les ex-républiques soviétiques sont quasiment épuisés et Kiev ne peut pas recréer une industrie locale de production lourde à cause des frappes continues sur son territoire et ses infrastructures énergétiques.

---

<sup>36</sup> *Comment la nouvelle stratégie industrielle russe redéfinit l'équation stratégique du conflit en Ukraine ?* Meta-Défense. 2022 ([lien](#))

De plus, les équipements soviétiques sont maîtrisés par ses armées dont la prise en main est rapide, ce qui n'est pas le cas des matériaux OTANisés où de longues périodes de formation sont nécessaires pour la prise en main.

L'Ukraine se sait dépendante de ces livraisons extérieures de matériaux qui seront complexes à maîtriser. Entre la décision de la livraison de ces armements, de leur apprentissage, sans évoquer le casse-tête logistique vital à des équipements multiples sur une ligne de front... ce sont des défis de poids qui attendent Kiev. Leur résolution n'est nullement garantie.

Sur son territoire, les troupes russes se sont redéployées dans une stratégie défensive où la doctrine « de masse » est efficace, contrairement à leur stratégie offensive avec les résultats qu'on a pu voir. Bien que disposant aujourd'hui d'assez de troupes et de matériel pour mener des assauts efficaces, Kiev risque lors de ses attaques de reconquête de faire face à un ennemi tenace, imposant des tributs significatifs de matériaux pour libérer ses territoires - Kherson a été une victoire où l'armée ukrainienne perdait 4 hommes contre 1 pour l'armée russe.

Toutefois, l'Ukraine peut compter sur un soutien militaire et financier occidental qui est massif. L'Occident a été fidèle à ses engagements et promet de poursuivre ce soutien jusqu'à la défaite de l'envahisseur - où ici aussi, la définition de « défaite » pose autant question que la définition d'une « victoire » pour la Fédération de Russie.

### Les négociations de paix

Pour comprendre toute négociation, il faut comprendre quels sont les objectifs des parties prenantes et des conditions sine qua non où celles-ci seront intransigeantes.

Pour l'Ukraine, son objectif est simple : la libération et la restitution intégrale de ses territoires de l'Est, avec comme conditions sine qua non de conserver un potentiel militaire suffisant pour se prémunir de toute nouvelle invasion de Moscou.

Autant par la pression de ses alliés, il est envisageable que Kiev soit forcé de renoncer à la Crimée, autant elle ne le fera pas sur ses territoires de l'Est.

Pour Moscou, selon sa narration russe de « guerre défensive » face à l'OTAN, son objectif serait la constitution d'une zone tampon entre son territoire et celui de l'OTAN. Soit cela est obtenu par la conservation des territoires envahis, qui seraient alors hautement militarisés, soit par une démilitarisation totale de l'Ukraine - en échange du retrait des troupes russes à l'Est.

Pour Kiev et Moscou, ces propositions sont inacceptables en l'état. Kiev ne renoncera pas à sa force militaire, et Moscou ne concédera pas une absence de zone tampon entre ses frontières et celles de l'OTAN.

Il est donc à redouter que la situation ne permette pas d'établir de compromis entre les exigences russes et ukrainiennes, ce qui présage la poursuite des hostilités et un enlèvement avant une évolution de situation.

Selon les derniers rapports du début d'année, les deux belligérants préparent des invasions à grande échelle à la fin de l'hiver/début printemps pour agir avant que ne survienne cet enlèvement à long terme.

Kiev sait également que les populations occidentales se lassent vite des guerres qui se prolongent trop, particulièrement quand une narrative optimiste leur avait été présentée. Si une récession survient et que le coût quotidien de leur soutien devient substantiel, mécaniquement il y aura des protestations et oppositions.

Pour sa part, Moscou est parvenue à maintenir une partie de ses gains grâce à sa posture défensive, mais en est insatisfaite, car ceux-ci sont trop éloignés de ses objectifs initiaux. Il est

d'ailleurs certain que Moscou n'a pas relancé son industrie et fait des choix économiques en ce sens pour seulement maintenir une ligne de défense : l'armée russe à tout intérêt, elle aussi, à une résolution la rapide possible pour restructurer ses forces face à une OTAN qui s'est unifiée sur ses frontières de l'Ouest.

## Grille de lecture du Rimland : une poudrière ?

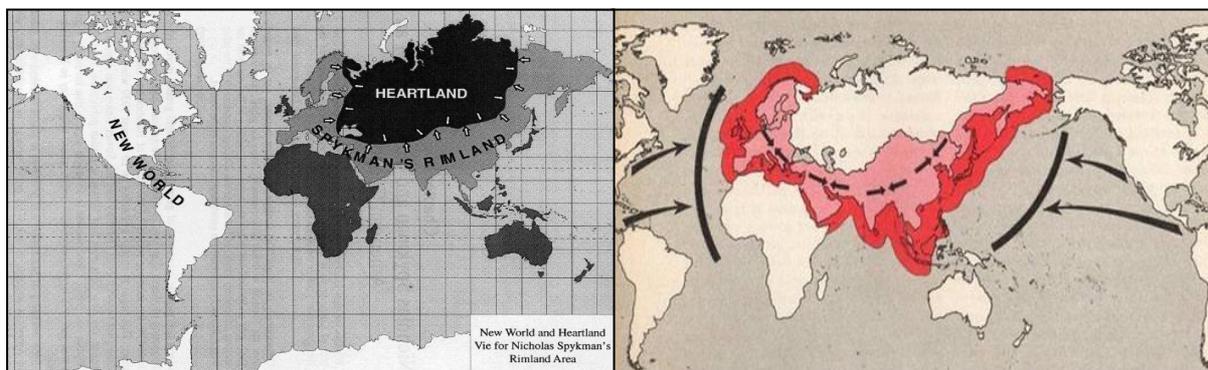
Pour ce qui est de la montée en puissance des tensions entre les USA et de la RPC, ces deux acteurs semblent tous deux être conscients des paradigmes du piège de Thucydide<sup>37</sup>. Aucune ne cherche une guerre ouverte directe dont peu importe l'issue, elles se savent perdantes par les ressources qui y seraient perdues.

Mais, aucune des deux ne souhaite non plus abandonner ou renoncer à cette première place de suprématie mondiale, un télescopage aux conséquences inconnues demeure probable. Où pourraient avoir lieu ces affrontements ?

Une grille de lecture intéressante pour identifier et donc anticiper quels seraient les points de tension futurs est « la théorie du Rimland » de Nicholas J Spykman de 1942<sup>38</sup>. Toujours d'actualité, celle-ci a été un des fondamentaux géostratégiques de la doctrine du containement contre l'URSS par les USA pendant la Guerre Froide.

Reprenant la théorie du Britannique Harold Mackinder de 1904, il est postulé que le Rimland, de nature littorale est une zone clé dont le Heartland, de nature terrestre, doit s'emparer pour passer d'une puissance terrestre à une puissance littorale. Cette transformation est nécessaire pour l'expansion de sa puissance au-delà des mers.

Ci-contre deux cartes : à gauche l'expansion du Heartland, à droite l'endigement par le « Nouveau Monde ».



Entre 1945 et 1991, cette zone aura été en effet le lieu de déroulement des zones de tensions clés comme :

Les guerres d'Afghanistan, de Corée et du Vietnam;

Le rideau de fer en Europe centrale;

Les alliances politiques et énergétiques avec les nations du Golfe comme l'Iran;

Les conflictualités israélo-palestiniennes.

Aujourd'hui, c'est la tour de RPC qui, à travers ses nouvelles routes de la soie, reprend ce même tracé géographique pour y bâtir ses infrastructures de commerce afin d'unifier ces territoires et ainsi se désenclaver. Elle prévoit d'utiliser conjointement son armée pour y

<sup>37</sup> *Le piège de Thucydide*, le monde Diplomatique. 2017 ([lien](#))

<sup>38</sup> *Nicholas Spykman, L'invention de la géopolitique américaine*, RevueConflits. 2016 ([lien](#))

assurer un rôle de « sécurité » comme elle le fait déjà à partir de sa base militaire localisée à Djibouti.

Qu'il s'agisse de la Turquie, de pays d'Europe de l'Est, des États pétroliers du Golfe, du Pakistan ou encore de la mer de Chine, la RPC a minutieusement inséré ses actifs commerciaux et militaires au sein du Rimland, où elle pourra exercer une influence significative.

Toutefois, elle y rencontrera l'opposition des USA, celle-ci ayant déjà identifié le Rimland comme zone majeure de leur influence, présageant ici aussi différentes tensions.

On peut donc raisonnablement supposer que c'est au sein du Rimland qu'une partie significative des points chauds de 2023 pourraient survenir : La Chine pour se désenclaver et exporter sa puissance, quand pour les USA poursuivront un objectif d'endiguement.

On peut penser à l'intérêt pivot de la Turquie qui fait un double jeu, l'Inde face à l'alliance entre la Chine et le Pakistan, l'issue d'un Iran en proie à des révoltes, mais qui renforce ses alliances avec Pékin et Moscou ou encore l'île de Taiwan.

### Une question subsiste : est-il crédible de redouter l'évolution d'un conflit vers une guerre mondiale ?

En décembre 2022, Henry Kissinger alerte et interroge sur la crédibilité d'un tel risque<sup>39</sup> : il souligne que la Première comme la Seconde Guerre ont été toutes deux précédées par des conflits de moindre ampleur qu'ont été les guerres balkaniques de 1912 et 1913, l'invasion italienne de l'Abyssinie (1936), la guerre civile espagnole (1936-1939) ainsi que la guerre sino-japonaise (1937).

Une poudrière, par définition, c'est l'embrasement d'un point de tension où un conflit dégénère malgré une non-intentionnalité des parties prenantes : une action isolée involontaire entre deux armées qui se font face à face à couteaux tirés peut mettre le feu aux poudres. Les dirigeants sont alors piégés par leurs rhétoriques bellicistes où leur réputation est en jeu.

### Un risque d'escalade nucléaire ?

Sans vouloir proposer une lecture alarmiste d'un risque qui ne peut ni être disproportionné ni sous-évalué, il est malheureusement légitime de devoir considérer une potentialité d'usage des armes nucléaires, car il peut être accidentel.

Comme l'a été la guerre de Corée de 1950, du Vietnam de 1955 ou d'Afghanistan en 1980, l'invasion de l'Ukraine voit à nouveau les deux premières puissances nucléaires de la planète s'opposer via un conflit où l'une des deux est une partie belligérante, quand l'autre est le premier soutien des forces adverses.

Bien sûr, ni Washington ni Moscou ne sont stupides et ne souhaitent pas une guerre potentiellement nucléaire : ceux-ci savent qu'ils y seraient tous deux perdants. Mais l'usage d'une rhétorique belliciste et nucléaire fréquemment brandie par le Kremlin, ainsi que le déploiement de nouvelles armes stratégiques, sont autant de déstabilisateurs malvenus et aggravants.

C'est précisément par ces éléments anxigènes que des tensions deviennent des poudrières, où des hommes à cran peuvent prendre des décisions irréparables basées sur des jugements ou des informations erronées.

---

<sup>39</sup> *How to avoid another world war*, Henri Kissinger, 2022. ([lien](#))

À deux reprises, ce cas de figure précis s'est bel et bien produit pendant la Guerre Froide... où le feu nucléaire allait réellement être déclenché à cause de ces erreurs de jugement qui ont été amplifiées par un contexte de tensions extrêmes.

Ces situations ont été désamorçées et n'ont pas vu leur terme grâce à des hommes qui ont su conserver leur sang-froid et faire opposition. Ceux-ci étaient Vassili Aleksandrovitch Arkhipov sur le sous-marin B-59 pendant la crise de Cuba de 1962<sup>40</sup> et Stanislav Levgrafovitch Petrov après la crise du Korean Airline 007 en 1983<sup>41</sup>.

Ces deux situations sont décrites en détail en annexe de ce document.

Quand les niveaux de stress atteignent des paroxysmes où les protocoles d'usage nucléaires sont stricts, préserver une capacité de dialogue est vital. Cet échange peut être l'ultime recours de désamorçage pour trouver une sortie d'impasse permettant de sauver la face : c'est à la suite de la crise des missiles cubains que le téléphone rouge a été installé entre la Maison-Blanche et le Kremlin.

Pour juger de la crédibilité d'un scénario d'escalade nucléaire, le centre de recherches de l'université de Princeton a publié en 2019 le scénario du "Plan A"<sup>42</sup>. C'est une modélisation où, à cause d'un revers militaire, une des parties recourt à une frappe nucléaire tactique comme réaction. Celle-ci n'induirait pas comme espéré un gain, mais inaugure au contraire une élévation dans les gammes de l'usage des armes nucléaires. Et que dire si le Kremlin est, comme il l'a été en 1962, mal-informé de ses forces nucléaires et des potentielles réactions adverses ?

La diplomatie et la capacité d'échange sont d'une importance qui à nouveau, ne peut être assez soulignée.

---

<sup>40</sup> *New Sources on the Role of Soviet Submarines in the Cuban Missile Crisis*, Journal of Strategic Studies. 2007 ([lien](#))

<sup>41</sup> *'How I stopped nuclear war'*, BBC. 1998 ([lien](#))

<sup>42</sup> *Plan A*, Princeton University. 2019 ([lien](#))

## Annexes

### **Le modèle autocrate face au modèle démocrate : forces et faiblesses.**

#### ***La temporalité.***

Contrairement aux États démocratiques dont les politiques peuvent être facilement remises en question, un État autocrate qui s'est sécurisé dans une continuité de son pouvoir peut entreprendre des politiques de long terme stables. Un temps long impliquera généralement une gratification à délai d'obtention est accru, mais supérieure à ce qui serait obtenu sur du temps court.

Un État démocratique semble toutefois échapper à cette règle : les États-Unis d'Amérique. Car peu importe que l'administration soit républicaine ou démocrate, les politiques étrangères de l'État US sont d'une grande continuité, constituant l'un des facteurs clés de sa puissance.

#### ***La compétence aux hautes fonctions.***

Une force des démocraties face aux autocraties est de promouvoir l'attribution de ses postes de haute fonction par méritocratie. Même s'il est mensonger de dire que tout favoritisme est absent, car l'humain est par nature subjectif, ce paradigme est tout de même prévalent et central.

Inversement, un État autocrate dirigé par un parti unique répond à d'autres impératifs que les démocraties, le premier étant la conservation du pouvoir. Face à des luttes internes entre factions, le premier facteur d'avancement des hauts cadres n'est pas la compétence, mais la fidélité.

Progressivement entouré de conseillers qui, par souci de promotions, n'oseraient plus contredire celui qui fait leurs avancements, c'est risquer d'enfermer un dirigeant dans une tour d'ivoire où il ne serait plus exposé à des prises de position dissonantes.

#### ***Une rapidité d'exécution.***

Les autocraties, basées sur un schéma décisionnel de type pyramidal, ont un pouvoir centralisé où, sans contradiction, leur volonté est supposément mise en application rapidement : n'étant ni soumises à des débats ou à des compromis comme c'est le cas au sein de régimes démocratiques, ils n'ont pas à altérer celles-ci ou en appliquer une version édulcorée.

L'inconvénient de cette politique est lié à nouveau au problème de la compétence : une mauvaise décision sera rapidement appliquée sans être confrontée. Il sera alors difficile a posteriori pour le régime d'admettre avoir commis une erreur de jugement, dont de faire marche arrière sur des actions déjà engagées.

#### ***Une rigidité de régime.***

Les autocraties, contrairement aux démocraties, sont plus difficilement adaptables face aux évolutions inhérentes qu'apporte le passage du temps. Une autocratie peut difficilement se transformer où un changement de logiciel implique un changement en profondeur : ses banales de pouvoir interne seraient plus rigide et résistantes face à des forces de changement, mais briserait face à un trop grand excès de force.

## La pensée soviétique et russe : grilles de lecture de George F. Kennan.

Reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes du pouvoir russe, George F. Kennan (1904-2005) est l'un des six membres des "wise men"<sup>43</sup>, un groupe de hauts fonctionnaires US qui ont créé les fondements théoriques sur lesquels les USA ont bâti leur politique étrangère post-1945.

En 1947, il publia sous X *The source of Soviet Conduct*<sup>44</sup>, un trésor d'intelligibilité de la psyché du pouvoir soviétique : un hybride entre l'idéologie bolchévique, l'héritage impérial tsariste et une dose de paranoïa envers le monde extérieur. Son expérience en tant qu'ambassadeur en URSS n'a fourni qu'une plus-value qualitative supérieure pour cette production.

Henri Kissinger avait décrit ce texte comme « la doctrine diplomatique de l'ère ».



Georges F. Kennan, 1947  
(Bibliothèque du Congrès US)

Tout au long de son existence, George Kennan s'est toutefois exprimé contre la mise en pratique faite de ses écrits, car il estima que ceux-ci n'avaient été compris qu'uniquement d'une perspective militaire, sous-estimant donc les composantes diplomatiques et psychologiques qui offraient d'autres modalités d'interaction avec le pouvoir russe.

Il était selon lui nécessaire d'éviter les confrontations ainsi que l'équilibre de la terreur, car des hostilités n'ont fait que confirmer les biais névrotiques du pouvoir central soviétique, paranoïaque vers le monde extérieur capitaliste face auquel il se sentait assiégé.

En 1997, il avait critiqué l'élargissement de l'OTAN vers l'Est : pour lui, cette expansion est « la pire erreur de l'après-guerre froide »<sup>45</sup>, car elle envoyait un signal négatif à une jeune démocratie russe où ce positionnement réaffirmait la Russie comme une ennemie. Pire, ce choix aurait fait le jeu des forces internes hostiles à cette nouvelle gouvernance démocrate, qui rêvaient de trouver de tels prétextes afin de galvaniser les armées et nostalgiques de l'Union grâce à l'exaltation de vieux démons.

En 1998, George Kennan alla plus loin en estimant que cet élargissement risquait d'être le prélude à terme d'une nouvelle guerre froide d'ici deux décennies, car la psyché russe ne pouvait que réagir de plus en plus négativement vis-à-vis de l'Occident. Ses biais névrotiques étant à nouveau stimulés, celle-ci retournerait sur une voie d'opposition en se percevant comme une « citadelle » assiégée, face à l'OTAN<sup>46</sup>.

Ces écrits ont été utilisés à tort comme des justificatifs pour rejeter une pleine responsabilité du conflit ukrainien aux USA par leurs politiques de post-guerre froide. Même si la grille de lecture proposée est pertinente et met en effet en lumière des erreurs aux lourdes

---

<sup>43</sup> *The Wise Men: Six Friends and the World They Made*, Walter Isaacson & Evan Thomas, 1986.

<sup>44</sup> *The Sources of Soviet Conduct*, Foreign Affairs. 1947 ([lien](#))

<sup>45</sup> *A Fateful Error*, George F. Kennan. 1997 ([lien](#))

<sup>46</sup> *Foreign Affairs; Now a Word From X*, Thomas L. Friedman. 1998 ([lien](#))

conséquences, la réalité est plus complexe : ces facteurs sont insuffisants pour justifier la survenue d'une guerre en Ukraine.

Des mots du Président de la République Française, il est nécessaire de maintenir un dialogue constant avec la Russie pour comprendre ses intentions et sa psychologie - des écrits comme ceux-ci sont nécessaires à cet objectif.

Comprendre quels sont les démons qui hantent encore la Place Rouge aidera à déterminer pour la République Française quelle peut être son positionnement face à l'État russe.

## **La difficulté occidentale à fournir des blindés lourds à Kiev.**

Après la fin de la guerre froide, les formats des armées de l'Ouest se sont fortement réduits, où la fin du service militaire et la professionnalisation de leurs effectifs ont logiquement poussé à des besoins en équipements réduits.

Excepté des conflits à grande échelle qu'ont été ceux d'Irak voire celui d'Afghanistan, ce sont des modalités conflictuelles d'asymétrie qui ont dominé le début du XXI<sup>e</sup> siècle, délaissant donc les formats de guerre conventionnelle. Le rôle de l'armée était alors d'assurer la défense souveraine de son territoire et de conduire des interventions de « basse à moyenne intensité » comme le contre-terrorisme.

Pour les producteurs de chars lourds, c'était de devoir changer des décennies de paradigmes d'industrie : elles devaient pendant la Guerre Froide tenir tête à la cadence des usines soviétiques et ses milliers de blindés produits. Dorénavant, leurs besoins n'étaient plus de produire en quantité, mais au contraire un nombre réduit d'unités blindées dont la qualité doit être maximale pour un usage multirôles.

À cet effet, les blindés lourds comme le Leclerc ou le Challenger-2 livrés dans les années 1990 ont vu leur nombre d'actifs progressivement réduits : les armées nationales européennes ne sont plus capables à elles seules de maintenir une demande suffisante pour maintenir en activité les chaînes de productions industrielles. Celles-ci ont donc en grande partie définitivement fermé, où les réouvrir pour relancer une production de blindés - conçu il y a quarante ans - est impensable.

Il semble donc difficilement crédible à court terme que Londres ou Paris puissent fournir à l'Ukraine leurs blindés d'actifs en nombre minimal, dont leurs armées ont cruellement besoin. Ils ne pourraient donc ne se séparer que d'une partie infime comme ce qu'a annoncé Londres. Il est à noter qu'encore une fois, les USA sont une exception à cette règle. Premier fournisseur d'armements de la planète, ils sont parvenus grâce à leurs politiques agressives d'export à maintenir ouvertes leurs usines à un régime soutenu. Ils disposent donc encore aujourd'hui d'une pleine capacité de production.

L'Allemagne également, grâce à son industrie efficace aux exportations, est parvenue à maintenir une chaîne de production de Léopard-2 à faible activité.

Mais ces pistes américaines et allemandes sont elles aussi difficiles pour Kiev :

Les chaînes de production des USA tournent déjà à plein régime pour honorer des commandes pour la Pologne et Taiwan... et ce en tenant compte qu'ils accepteraient de mettre leurs blindés lourds en première ligne face à l'armée russe. Ce qui n'est pas acquis, même si les lignes bougent depuis l'annonce de la livraison des AMX-10RC du président Macron. Même si Moscou a annoncé plusieurs fois que la fourniture de matériel offensif à l'Ukraine est de devenir co-belligérant à ses yeux, la réelle ligne rouge où le Kremlin répliquerait est difficile à percevoir.

L'Allemagne pour sa part est en position inconfortable : elle a bien la capacité de fournir des Léopards-2, seul char lourd occidental disponible en assez grande quantité, mais a peur de provoquer l'ire de Moscou : c'est déjà une révolution que celle-ci ait consenti à des livraisons d'équipements offensifs à un pays « non-allié » en guerre, autant l'envoi de leurs fleurons

industriels que sont les Leopards-2 est une autre limite que Berlin ne franchira pas si facilement.

Enfin, point qui n'est pas des moindres : la population allemande soutient massivement la politique d'aide à l'Ukraine, mais est formellement opposée à l'envoi de ses blindés lourds. Que des Léopards-2 allemands, après des décennies, finissent bel et bien face à des blindés soviétiques de type T-72 ou T-80 évoque de très mauvais souvenirs outre-Rhin.

À moins de relancer rapidement une production de nouveaux blindés lourds comme le E-BMT de KNDS, il va être donc difficile pour l'Ouest de se séparer de ses chars actuels pour livrer Kiev<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup> *Faut-il lancer en urgence une capacité de production du char E-MBT de KNDS face à la Russie ?* Meta-Défense. 2023 ([lien](#))



1962 et 1983 : deux hommes qui ont sauvé le monde.

Le sous-marin B-59 : le 27 octobre 1962, Cuba

En pleine crise de missiles à Cuba, les USA et l'URSS étaient au bord de la confrontation où la guerre nucléaire était à la clé. Le président John F. Kennedy avait déclaré que toute livraison de missiles à Cuba était une déclaration de guerre de facto et le premier secrétaire Nikita Khrouchtchev n'avait aucune intention de céder - il n'avait pas pris au sérieux son homologue américain.

L'US Navy avait alors instauré un blocus naval de Cuba pour arrêter la flotte soviétique, comptant interdire l'accès à tout navire. Parmi ceux-ci, le sous-marin soviétique B-59 de la classe diesel-électrique Foxtrot.

Identifié par l'US Navy, le B-59 a été visé par des charges de profondeur d'entraînement afin de lui notifier sa détection pour le forcer à faire surface. Le problème est que le commandant soviétique n'avait pas eu de nouvelles de Moscou par la radio depuis des jours : quand les charges d'entraînement ont détonné à proximité de son sous-marin, celui-ci a sincèrement cru que son vaisseau était attaqué, donc que la guerre avait débuté.

Un "détail" est que le B-59 n'était pas un sous-marin habituel : il était équipé d'une torpille à charge nucléaire. Et son commandant, se considérant en guerre et attaqué, voulait donc l'utiliser pour « répliquer » et frapper l'US Navy.

Selon les procédures soviétiques, une arme nucléaire ne peut être lancée qu'avec l'aval du commandant et de l'officier politique afin d'éviter un usage accidentel ou sans aval du haut commandement.

Une seconde particularité du B-59, c'est la présence à son bord du commandant de flottille Vasily Aleksandrovich Arkhipov. Par son poste, il est une troisième validation nécessaire pour l'usage de l'arme nucléaire.

Le commandant du B-59 Valentin Grigoryevich Savitsky et l'officier politique Ivan Semyonovich Maslennikov ont tous deux validé le lancement. M. Arkhipov, de sa présence fortuite à bord du B-59, s'y est opposé.

Seul, il a osé tenir tête au commandant ainsi qu'au commissaire politique, risquant gros. Sauf que M. Arkhipov avait une forte aura après de l'équipage : un an auparavant, il s'était distingué par des actions héroïques pendant un accident grave sur un autre sous-marin, le K-19 en juillet 1961.

Fort de ce respect et de sa position de décisionnaire, il a résisté aux pressions et bloqué le lancement de la torpille, empêchant l'ouverture d'une guerre nucléaire.

Il poussa également le commandant à faire surface pour obtenir des instructions de Moscou par radio. Ce n'est qu'une fois à la surface que tous ont constaté, avec soulagement, qu'ils n'étaient pas en guerre.

Nous devons donc à Vasily Aleksandrovich Arkhipov d'avoir évité un usage accidentel de l'arme nucléaire.

#### Alerte au missile : le 26 septembre 1983, Russie

En 1983, ce serait un euphémisme d'utiliser le terme "tensions" pour qualifier les relations entre l'OTAN et l'URSS. Entre les déclarations du président Ronald Reagan, les exercices grandeur nature Able Archer ou les opérations de pressions psychologiques entre 1982 et 1983, les hautes instances soviétiques ont été convaincues qu'il ne s'agissait que d'ultimes préparations avant une attaque imminente.

De plus, le programme "Star Wars" lancé par le président Reagan avait laissé entrevoir aux Soviétiques une violation de l'équilibre de la terreur : soi-disant capable de détruire les missiles soviétiques avant que ceux-ci n'atteignent leurs objectifs, il devenait donc possible pour les USA de frapper l'URSS sans en subir les conséquences redoutées. Les pires craintes et scénarios de frappes préventives contre l'URSS devenaient alors crédibles pour ses dirigeants.

Le premier secrétaire de l'URSS Yuri Andropov avait placé les forces soviétiques en état d'alerte maximale, dont les unités de détection précoce de lancement de missiles nucléaires. Ces unités sont des centres de détection de lancement de missiles, reposant notamment sur un réseau de satellites. Conscient qu'ils ne pouvaient arrêter les missiles, l'unique rôle de ces centres était de donner assez de temps pour la nation attaquée et de riposter avant d'être annihilés.

Entre la nuit du 26 au 27 septembre 1983, dans un centre soviétique d'alerte précoce près de Moscou, les ordinateurs se mirent à hurler vers minuit : les satellites ont détecté un lancement de missiles des USA contre l'URSS et il ne s'agit pas d'un exercice.

L'officier en charge de ce centre était le lieutenant-colonel Stanislav Yevgrafovich Petrov. Son rôle était d'authentifier toute attaque nucléaire face à l'URSS et si cas échéant, d'en informer le haut commandement où celui-ci devra répliquer tant qu'il le peut encore.

Il n'avait donc que quelques instants pour prendre une décision, conscient de ce que sa validation déclencherait : une réplique nucléaire de l'ensemble de l'arsenal stratégique soviétique, déjà en état d'alerte pour faire face à ce cas exact de situation.

Cet officier décida pourtant d'enfreindre les procédures : il demanda une reconfirmation de l'alerte reçue par le réseau satellite. L'alarme avait été déclenchée par un pic de chaleur identifié sur l'une des bases lance-missiles américaines, attribuée donc à un lancement.

Après évaluation, le système confirma son information.

Sans preuves supplémentaires, Petrov décida toutefois de ne pas authentifier l'attaque et de la classer comme une erreur du système. Il estimait que celle-ci était improbable, car seul un unique lancement était détecté : c'est une stratégie d'incohérence où une « vraie » attaque nucléaire verrait l'ensemble des missiles utilisés simultanément.

Quelques minutes après, une seconde alerte : le réseau satellitaire détecta les lancements de quatre autres missiles supplémentaires des bases américaines.

Informant sa hiérarchie, le haut commandement s'était mis en alerte de pré-lancement. Il demanda à Petrov de confirmer ou d'infirmer l'attaque, donc si leur nation allait finalement bel et bien subir l'arme nucléaire.

À nouveau, il décida de maintenir sa classification d'une erreur auprès de ses supérieurs.



Par cette décision, il courut le risque que l'attaque fût authentique, où l'URSS soit attaquée sans opposer la moindre défense.

Après des minutes d'angoisse extrême, il s'est en effet avéré que le système d'alerte a été déclenché par accident : des reflets de rayons solaires sur des nuages ont trompé les instruments de détection du réseau satellite.

Pour avoir contredit le système d'alerte et dérogé à ses protocoles, le lieutenant-colonel Stanislav Yevgrafovich Petrov a empêché son tour le monde de sombrer dans la guerre nucléaire à cause d'un accident.

Ces événements sont fidèlement racontés à travers le long-métrage de 2014 « The man who save the World »<sup>49</sup>.

## Bibliographie et ressources

- 70 ans de la Chine populaire : le « rêve chinois » de Mao à Xi Jinping, RFI. 2019 ([lien](#))
- A Fateful Error, George F. Kennan. 1997 ([lien](#))
- Alimentation : comment la Chine a raflé le pouvoir mondial, l'Opinion, 2019 ([lien](#))
- Biden's Saudi Arabia Visit Was Worse Than an Embarrassment, WSJ. 2022 ([lien](#))
- China Holdings of US Treasury Securities, Ceicdata. 2022. ([lien](#))
- Comment, pas à pas, la Chine étend son influence à l'ONU, le Figaro, 2019 ([lien](#))
- Comment la nouvelle stratégie industrielle russe redéfinit l'équation stratégique du conflit en Ukraine ? Meta-Défense. 2022 ([lien](#))
- Comment les Russes et les Chinois ont travaillé ensemble sur des scénarios de propagande, Numérama. 2023 ([lien](#))
- Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Michel Goya, 2022 ([lien](#))
- Face à la Chine, le chef de la diplomatie européenne appelle à une « discipline collective », Ouest-France. 2022 ([lien](#))
- Faut-il lancer en urgence une capacité de production du char E-MBT de KNDS face à la Russie ?, Meta-Défense. 2023 ([lien](#))
- Foreign Affairs; Now a Word From X, Thomas L. Friedman. 1998 ([lien](#))
- 'How I stopped nuclear war', BBC. 1998 ([lien](#))
- How to avoid another world war, Henri Kissinger, 2022. ([lien](#))
- L'Assemblée générale adopte une résolution exigeant le retrait des forces russes de l'Ukraine, ONU, 2022 ([lien](#))
- La Chine et les terres rares. Son rôle critique dans la nouvelle économie, IFRI. 2019 ([lien](#))
- La Chine réaffirme sa stratégie d'internationalisation du yuan par la dédollarisation de l'économie chinoise, par Ivan Richoilley et William-Jin Robin du Portail de l'IE. 2022 ([lien](#))
- La FED refroidit le États-Unis et réfrigère l'ensemble du monde, prévisions Macro-Éco 2022-2023 Edmond de Rothschild. 2022.
- Le directeur du renseignement militaire : "La DRM avait bien mesuré le coût d'une invasion russe », Var-Matin, 2022 ([lien](#))
- Le groupe Wagner, fer de lance des opérations russes d'influence en Afrique subsaharienne, Adrien le Gall, EGE. 2022 ([lien](#))
- Le libre échange est le seul moyen efficace de pacifier les peuples, Henri Lambert. 1921 ([lien](#))
- Le piège de Thucydide, le monde Diplomatique. 2017 ([lien](#))
- Les enseignements en Ukraine contre-disent les paradigmes militaires hérités de la Guerre du Golfe, Meta-défense, 2022 ([lien](#))
- Les «Quatre Modernisations» de Deng Xiaoping, Comprendre la Chine. 2021 ([lien](#))
- On this day 400 years ago, the Vatican founded Propaganda Fide, Catholic News Agency. 2022 ([lien](#))
- National Security Strategy, Maison-Blanche. 2022 ([lien](#))
- New Sources on the Role of Soviet Submarines in the Cuban Missile Crisis, Journal of Strategic Studies. 2007 ([lien](#))
- Nicholas Spykman, L'invention de la géopolitique américaine, RevueConflits. 2016 ([lien](#))
- Plan A, Princeton University. 2019 ([lien](#))
- Quels sont les enseignements de la guerre dans le Haut-Karabakh? Meta-Défense. 2020 ([lien](#))

Russian military secrets could be laid bare after Ukraine captures electronic warfare systems, The Telegraph, 2022 ([lien](#))

Russie : ce discours de Vladimir Poutine en 2007 qui résonne avec la crise actuelle en Ukraine, FranceInfo. 2022 ([lien](#))

Saudi Arabia Defied U.S. Warnings Ahead of OPEC+ Production Cut, WSJ. 2022. ([lien](#))

Saudi Arabia Says Open to Settling Trade in Other Currencies, Bloomberg. 2023 ([lien](#))

Semi-conducteurs : TSMC prévoit de construire six usines aux États-Unis, Siecle Digital, 2021 ([lien](#))

The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan, CSIS, 2023 ([lien](#))

The man who saved the world, Peter Anthony. 2014 ([lien](#))

The Sources of Soviet Conduct, Foreign Affairs. 1947 ([lien](#))

The Wise Men: Six Friends and the World They Made, Walter Isaacson & Evan Thomas, 1986.

War with China, Thinking Through the Unthinkable, RAND Corporation. 2016 ([lien](#))

What is the national deficit?, FiscalData. 2022 ([lien](#))